



CLIO. Histoire, femmes et sociétés

1 (1995)

Résistances et Libérations France 1940-1945

Robert FRANK

La Résistance et les Français, un cycle de six colloques, 1993-1996

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Robert FRANK, « La Résistance et les Français, un cycle de six colloques, 1993-1996 », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 1 | 1995, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 10 février 2012. URL : <http://clio.revues.org/526> ; DOI : 10.4000/clio.526

Éditeur : Presses universitaires du Mirail

<http://clio.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://clio.revues.org/526>

Document généré automatiquement le 10 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Robert FRANK

La Résistance et les Français, un cycle de six colloques, 1993-1996

- 1 Ces dernières années, les historiens français de la Seconde Guerre mondiale ont beaucoup investi de leurs compétences sur l'histoire de Vichy, ce qui était tout à fait légitime du fait des enjeux de la mémoire. Après quelques décennies d'occultation de certaines réalités qui font mal à la conscience française - la collaboration d'État, l'antisémitisme du régime du maréchal Pétain, sa complicité avec les basses œuvres du génocide -, il était normal et souhaitable que les chercheurs fissent leur travail d'élucidation. Aujourd'hui, la société civile a pris le relais, jusqu'à intégrer et à rendre « obsessionnels » ces noirs souvenirs. Si Vichy constitue « un passé qui ne passe pas »¹, la raison en est à chercher moins du côté de ce passé - qui ne révèle plus beaucoup de secrets - que du côté du présent, qui feint de redécouvrir à l'occasion de chaque « affaire » ce que les scientifiques écrivent déjà depuis vingt ans. Les médias font semblant de croire que tout n'a pas été dit sur Vichy, alors que le « dit » est constamment répété, mais vite oublié pour fabriquer un étonnement sans cesse recommencé. Il est naturel qu'un sentiment de culpabilité génère, après une phase de silence, une période « obsessionnelle » de répétition. Tout se passe comme si, contre le « non-dit » mythique, la parole ne peut rien. Ce qui prouve que la science réveille la conscience, mais qu'elle est souvent impuissante à la soigner. Il est également certain qu'en regard de la demande sociale, le chercheur doit malgré tout assurer le « service après-vente » de sa recherche. Néanmoins, sa fonction principale est de chercher la vérité inédite, et son métier consiste à découvrir plus qu'à exorciser. Bref, la recherche doit avancer.
- 2 Voilà pourquoi un groupe d'historiens a souhaité revenir sur un chantier un peu délaissé depuis quelque temps, celui de l'histoire de la Résistance, et organiser sur ce thème un cycle de six colloques en 1993-1996.
- 3 Le moment est en effet venu de sortir du discours commémoratif, de passer au stade de la recherche scientifique et de l'analyse critique. Quitte à soulever des questions qui, après un temps de latence de dix ou quinze ans, risquent de créer de nouvelles interrogations sociales, répétitives à l'envi. La tâche n'est pas aisée pour l'historien. Car, s'il fait son travail, il doit assumer sa fonction de chasseur de mythes et de casseur d'images d'Épinal. Or, comment démystifier la Résistance sans risquer de la délégitimer ? Avec Vichy, le chercheur s'attaquait à un tabou ; avec la Résistance, il risque davantage, car il touche directement au sacré. Avouons-le, il est moins difficile de procéder au démontage scientifique des ressorts de la collaboration d'État et de la révolution nationale, qui mettent en cause des personnages ayant vraiment peu de dispositions à susciter la sympathie, que d'entreprendre la dissection nécessairement impudique d'actions d'hommes et de femmes qui forcent l'admiration. Heureusement, enjeu civique et logique scientifique peuvent converger. C'est ce que le Recteur Philippe Joutard a rappelé à l'ouverture du premier des six colloques, celui de Toulouse en décembre 1993 : de même que « l'on ne combat pas le négationnisme avec des sentiments », de même l'éducation civique, en matière de Résistance, ne peut se fonder que sur « une histoire scientifiquement établie ». Le ton était donné pour que le dialogue, voire la confrontation, entre chercheurs et témoins fût digne et fructueux.
- 4 Le pari qui est à la base de tout ce projet est le suivant : renouveler l'historiographie de la Résistance, grâce au dépouillement de nouvelles archives, qui, restées longtemps difficiles d'accès, s'ouvrent aujourd'hui plus aisément, et grâce à de nouvelles approches déjà éprouvées sur d'autres champs. Alors qu'entre 1945 et 1975, l'historiographie de la Résistance a privilégié l'étude de ses organismes centraux, celle de ses mouvements et de ses réseaux les plus importants, l'objectif est maintenant d'examiner également la Résistance « vue d'en bas ». L'optique, à cet égard, est de s'inscrire dans une problématique assez semblable à celle qui a inspiré le colloque consacré à Vichy par l'IHTP en juin 1990 : au thème de « Vichy et les Français » répondrait donc celui de « La Résistance et les Français », c'est-à-dire une histoire

à la fois politique et sociale de la Résistance, une analyse historique des rapports entre les résistants et la société française.

- 5 Cette recherche implique avant tout une réflexion sur le concept de Résistance. Qu'est-ce que résister ? Peut-on donner une définition historique de ce phénomène ? Le second objectif est d'effectuer une étude des lieux et milieux. Comment la réalité résistante prend-elle vie, réussit-elle à s'enraciner dans le terreau social ? Il en résulte la nécessité d'entreprendre un examen anthropologique du phénomène résistant que François Bédarida appelait de ses vœux dès 1986². Comment les Résistants s'accommodent-ils de la culture politique dans laquelle ils évoluent ? Quels sont les rites et pratiques de l'action clandestine ? Une approche nouvelle de l'histoire de la Résistance passe enfin par l'étude des phénomènes de représentations et de mémoire. Quelle perception la Résistance a-t-elle d'elle-même au fur et à mesure qu'elle se développe ? Quelle image en ont les Français de l'époque ? et dans quelle mesure ces représentations ont-elles influencé la réalité contemporaine ? puis forgé certains mythes destinés à durer et à construire la mémoire de cette période ?
- 6 Le premier colloque, dont les maîtres d'œuvre ont été Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie, s'est tenu à l'Université de Toulouse-Le Mirail les 16, 17 et 18 décembre 1993. Il a exploré et décliné les thèmes qui viennent d'être esquissés. La définition même du concept de Résistance a nourri de nombreux débats. Le schéma présenté par François Bédarida, fondé sur la recherche de l'idéal-type webérien, a eu le grand mérite de susciter la réflexion sur les structures pérennes de la Résistance et d'éviter la dilution de l'objet dans la multitude des faits qui le constituent. La construction conceptuelle, nécessaire pour la quête de l'intelligibilité, risque pourtant fort de ne pas rendre compte de toute la complexité du phénomène résistant. « Comment faire coïncider la définition générale avec ce que l'historien trouve sur le terrain ? », demande Jean-Marie Guillon. Nombre de communications l'ont montré : les motivations de l'engagement sont si différentes et changeantes. Est-ce le patriotisme, l'antigermanisme, l'antifascisme, l'antivichysme qui nourrit le refus originel ? Ce refus lui-même suffit-il à caractériser la Résistance ? Ou faut-il ajouter d'autres notions comme « l'organisation », la clandestinité, le risque, les projets pour l'après-guerre ? En fait, il devient indispensable d'intégrer la chronologie dans la construction de la définition elle-même, qui, finalement, doit être fondamentalement historique. On en arrive à envisager la Résistance comme un « processus » dont les types d'étapes sont à identifier, et dans lequel les actions, les pratiques sont à analyser en fonction des représentations que les Résistants avaient peu à peu de l'enjeu fondamental, à savoir la société française. Pour eux, celle-ci était bien la préoccupation essentielle, surtout au temps où le combat direct avec l'occupant n'était guère possible. Pendant longtemps, les Français étaient la cible principale pour les Résistants, bien plus que les Allemands : comment les faire basculer, les sortir de leur torpeur, les faire rentrer dans la guerre ? Comment transformer l'action d'une poignée de personnes en phénomène agréé par le plus grand nombre ? Cette quête de légitimité est intrinsèque à l'action résistante. Significatif est ce texte adressé à la BBC au début 1941 par les futurs fondateurs de Franc-Tireur, texte cité par Dominique Veillon et Laurent Douzou : « Nous sommes une minorité, mais nous sommes l'expression de la majorité ». Ce rapport entre société et Résistance est donc bien au cœur de toutes les problématiques et il constitue même un des ingrédients de la définition de l'action résistante elle-même.
- 7 Une des grandes originalités du colloque de Toulouse a été de faire de la Résistance une question d'anthropologie historique, grâce à l'étude des « milieux » et des micro-sociétés, des phénomènes de « rejet » ou « d'implantation ». Dans cette optique, les « spécificités » régionales ont également été analysées. Le débat a montré que les « variables » résident moins dans les différences d'une région à l'autre que dans les combinaisons différentes d'éléments identiques : voilà pourquoi François Marcot préfère parler de « particularités » plutôt que de « spécificités régionales ». Enfin le colloque de Toulouse a commencé à défricher le champ de l'histoire de la mémoire et des représentations de la Résistance. La dernière demi-journée a prolongé cette réflexion, dans une séance à la fois passionnante et mouvementée, autour d'une table ronde qui donnait la parole à de grands Résistants. Jean-Pierre Vernant, à la fois acteur de la Résistance et historien prestigieux, était le mieux qualifié pour la présider, l'introduire

et analyser les tensions et convergences entre « mémoire personnelle », « mémoire sociale » et « mémoire des historiens ». C'est toute la question des rapports entre chercheurs et acteurs, entre historiens et témoins qui était ainsi posée.

8 Le deuxième colloque a eu lieu à l'Université de Rennes II, les 29-30 septembre et 1er octobre 1994, sous la responsabilité conjointe de Christian Bougeard et de Jacqueline Sainclivier. Il a privilégié deux domaines : ruralité, société, et Résistance ; l'Église catholique et la Résistance. La définition du phénomène résistant a été remis sur le métier, ainsi que l'analyse des rapports entre Résistants et société. François Marcot a introduit une dimension nouvelle : il ne suffit pas d'expliquer la Résistance par l'intentionnalité ; il est indispensable de passer également par l'analyse de la fonctionnalité. Les motivations de l'engagement résistant ne rendent pas compte en effet de la totalité du phénomène. L'individu n'entre pas toujours en Résistance ; c'est souvent la Résistance qui fait appel à lui, en fonction de l'utilité sociale qu'il peut représenter. Cette grille d'analyse renouvelle les interrogations sur la chronologie : tel groupe sociologique entre plus tôt ou plus tard dans la Résistance, non pas parce qu'il est plus ou moins « patriote » (motivations), mais parce qu'il est plus ou moins utile (par ses fonctions) à tel ou tel moment de la guerre. D'où, entre autres choses, cette ruralisation de la Résistance à la fin de la période, et le renversement du rapport villes-campagnes au profit de celles-ci en 1943-1944. D'où également la nécessité de ne pas compter seulement comme résistants les seuls membres des « organisations » résistantes. François Marcot préfère ajouter à la « Résistance-organisation » ce qu'il appelle la « Résistance-mouvement », toute cette nébuleuse d'acteurs de l'ombre, enracinés dans la société, sans lesquels les membres des organisations ne seraient et ne feraient rien. Cette nouvelle lecture permet entre autres choses de réapprécier le poids des femmes dans la Résistance.

9 Le troisième colloque, organisé les 23-25 novembre 1994 à Bruxelles sous l'égide de Robert Frank et de José Gotovitch, a repris cette problématique, en l'insérant dans une logique comparatiste, dans le cadre des Résistances en Europe du Nord. L'analyse des rapports entre Résistance et société a été enrichie par l'étude du cas norvégien. En Norvège, on parlait moins de « Résistance » que de « front intérieur », celui-ci étant constitué de deux ensembles : les « résistants » au sens étroit du terme, et ce que le professeur Grimmes appelle « l'environnement patriotique », c'est-à-dire l'opinion elle-même, qui, en osmose avec les combattants, le roi et les ministres exilés à Londres, rejette complètement Quisling et les siens. Les Pays-Bas connaissent à peu près la même situation, car la famille royale et le gouvernement incarnent aussi la légitimité à Londres. Avec la France, où le prestige du maréchal Pétain, du « vainqueur de Verdun », a fait écran et brouillé les cartes du « patriotisme », on se trouve en présence d'un cas tout à fait différent. Le processus d'identification de la population avec les Résistants ne peut absolument pas se faire de la même manière : en France, « ils » restent une figure à la troisième personne du pluriel, alors que les Norvégiens pouvaient et peuvent encore aisément dire « nous » en parlant de la Résistance et du « front intérieur ». Néanmoins, cet « environnement patriotique » existe aussi en France, quelles que soient ses relations complexes avec les combattants de l'ombre. C'est toute la problématique du passage de l'un à l'autre qui est à considérer, c'est-à-dire du passage à l'acte. Cette transition entre « opinion » (sympathisante avec les Résistants) et « action » (que ce soit dans la « Résistance-organisation » ou dans la « Résistance-mouvement ») doit être évidemment analysée dans sa perspective chronologique.

10 Trois autres colloques devront se tenir : le colloque de Besançon, organisé par François Marcot, Janine Ponty, Marcel Vigreux et Serge Wolikow en juin 1995, centrera ses travaux sur la Résistance et la lutte armée ; celui de Paris, organisé en novembre 1995 par Laurent Douzou, Robert Frank, Denis Peschanski et Dominique Veillon, sera consacré à deux thèmes : la Résistance dans les villes et les banlieues, et, d'autre part, les processus de décision et les enjeux stratégiques de la Résistance ; le dernier colloque, en 1996, à l'Université d'Aix-en-Provence, sous la responsabilité de Jean-Marie Guillon, aura, comme celui de Bruxelles, une ambition comparatiste, puisqu'il traitera de la Résistance dans les pays méditerranéens, et un second objectif : dresser le bilan scientifique de la totalité du projet et des six colloques.

- 11 La mobilisation de compétences - nationales et internationales - donne au travail entrepris toute son envergure. De plus, le dialogue entre historiens et acteurs de la Résistance est sur le point de se dérouler sur des bases nouvelles. L'esprit critique des premiers ne choque plus les seconds, même s'ils restent en désaccord. Démystificateur par essence, l'historien ne peut prendre tout le témoignage à la lettre ; quant au témoin, porteur d'un vécu personnel, il ne se reconnaît pas toujours dans le discours de l'historien. Pourtant, Serge Ravel, le grand Résistant, s'est plu à souligner qu'il se retrouvait davantage aujourd'hui dans les descriptions et analyses scientifiques, ce qui n'était pas le cas, a-t-il dit, il y a une quinzaine d'années. Est-ce, comme il le suggère malicieusement, parce que les historiens « ont fait des progrès » ? Ou pouvons-nous lui retourner le « compliment » en nous demandant si ce ne sont pas les Résistants qui ont évolué au contact des historiens ? Il est évident que les chercheurs ont beaucoup appris des acteurs, et que les acteurs, du moins ceux qui suivent les colloques et séminaires organisés par les historiens, ont aussi acquis une vision plus globale de l'histoire qu'ils ont vécue. Au fond, il y a quelque chose d'encourageant dans toute cette aventure intellectuelle : impératif scientifique et enjeux civiques ne sont peut-être pas nécessairement contradictoires.
-

Notes

1 Voir Éric Conan et Henry Rousso, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Fayard, 1994.

2 François Bédarida, « L'histoire de la Résistance. Lectures d'hier, chantiers de demain », *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n° 11, juillet-septembre 1986.

Pour citer cet article

Référence électronique

Robert FRANK, « La Résistance et les Français, un cycle de six colloques, 1993-1996 », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 1 | 1995, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 10 février 2012. URL : <http://clio.revues.org/526> ; DOI : 10.4000/clio.526

Droits d'auteur

Tous droits réservés
